

REPORTAGE



Taiwan : une île sous pression

Ni indépendance, ni réunification. C'est le principe de base qui régit les relations entre Taiwan et la Chine. Sauf que depuis 2016, Pékin multiplie les intimidations et vexations.

La relève de la garde au mémorial de Tchang Kaï-chek. Photos DNA / N. R.

Taipei. - De notre envoyé spécial

La non-reconnaissance de Taiwan par la France depuis 1964 oblige les élus français à une diplomatie sémantique lorsqu'ils sont de passage dans l'ancienne Formose. Personne n'est dupe mais les déclarations officielles et même les « posts » sur les réseaux sociaux d'un député peuvent générer une réaction outrée de la République populaire de Chine.

Six parlementaires, tous membres du groupe d'études à vocation internationale sur les questions liées à l'expansion de l'économie taïwanaise, ont récemment effectué un voyage de cinq jours sur l'île (nos éditions du 20/9). L'occasion pour eux de rencontrer la présidente Tsai Ing-wen et plusieurs membres du gouvernement. L'occasion pour ces derniers de sensibiliser les parlementaires français à la pression continue de la Chine continentale depuis la dernière élection présidentielle en janvier 2016.

Cela fait plus de deux ans que le DPP (parti démocrate progressiste) a succédé au KMT (Kuomintang), marquant ainsi une nouvelle alternance politique au sommet de l'Etat après celle de 2000. L'arrivée au pouvoir de la présidente Tsai Ing-wen, portée notamment par la révolution des Tournesols, a clairement durci les relations entre Taiwan et la Chine, cette dernière adoptant une position belliqueuse à l'égard de son voisin.

Aux manœuvres militaires récurrentes, notamment en mer de Chine du sud et dans le détroit de Taiwan, s'ajoute une offensive diplomatique visant à récupérer les rares alliés qui reconnaissent Taipei. Seuls 17 pays - des micro-États pour la plupart - entretiennent encore des relations avec l'île. « La Chine nous a arraché cinq alliés depuis notre arrivée au pouvoir », s'insurge Chiu Chui-cheng, vice-ministre des Affaires continentales.

La Chine sait parfaitement sou-

fler le chaud et le froid puisqu'elle adopte également une politique de séduction à l'égard des jeunes diplômés taïwanais à qui elle offre de meilleurs salaires, une fiscalité attrayante, des bourses avantageuses aussi. Enfin, et là ce n'est pas nouveau, Pékin bloque toute entrée de Taiwan dans de grandes organisations comme l'OMC (organisation mondiale du commerce) ou Interpol.

« Pour dialoguer, il faut être deux »

Face aux députés français, Chiu Chui-cheng a rappelé que Taiwan partageait des « valeurs communes » avec la France : la démocratie, la liberté, les droits de l'homme. « C'est ce qui nous différencie de la Chine continentale », affirme le ministre qui plaide pour « des relations durables avec la Chine ». « Mais pour dialoguer, il faut être deux ».

« La Chine est en train d'essayer de changer les règles du jeu dans la région », assure son homologue des Affaires étrangè-

res, Hsieh Wu-chiao pour qui l'Europe ne doit pas être indifférente à cet expansionnisme chinois qui n'inquiète pas que Taiwan.

Lors de ces différentes entrevues, le député de la majorité, Jacques Maire, vice-président de la commission des Affaires étrangères, a rappelé la position de la France en citant les propos tenus par le président Macron lors de la conférence des ambassadeurs fin août. « La Chine, tout en participant activement au jeu multilatéral classique, promeut de son côté sa propre vision du monde, sa propre vision d'un multilatéralisme réinventé, plus hégémonique », soulignait le chef de l'Etat.

Une dépendance économique

« Nous avons, dans cette région du monde où vivent un million de nos ressortissants et stationnent quelque 8 000 militaires, des intérêts partagés comme la liberté de navigation et de circulation », complète Jacques

Maire.

Le député LaREM souligne bien que les partenariats indo-pacifiques, même s'ils n'ont pas « vocation à contrer une grande puissance » comme la Chine, permettent de « renforcer la stabilité régionale ».

Très dépendante de la Chine (les mille premières entreprises taïwanaises implantées sur le continent pèsent 475 milliards d'euros ; 41 % des exportations taïwanaises sont à destination de la Chine), Taiwan, 22^e économie mondiale et 5^e réserve de devises au monde, tente de diversifier ses partenariats économiques en développant ses échanges avec l'Inde, les pays de l'ASEAN (association des nations de l'Asie du sud-est) et l'Union européenne avec qui un accord bilatéral d'investissement est en cours de finalisation.

Cyberattaques

Même si une intervention armée n'est pas à l'ordre du jour, Taipei tente de renforcer ses capacités

militaires, notamment en construisant des sous-marins avec une aide technologique américaine. La présidente de Taiwan a également créé un commandement de la cyberdéfense, nécessaire pour contrer les tentatives d'attaques chiffrées à 20 millions l'an dernier, la plupart provenant de la Chine selon le président du tout nouvel institut de recherche sur la défense et la sécurité.

« La Chine espère, par cette politique, fragiliser le pouvoir avant la présidentielle de 2020 », analyse un observateur. « Du coup, les Taïwanais font le dos rond, attendant un hypothétique départ de Xi ». Face aux députés français, le président de l'Assemblée nationale a bien fait comprendre que Taipei ne se laisserait pas faire. « La Chine ne peut pas considérer Taiwan comme un gouvernement local sous son autorité », martèle Su Jia-quan. « On ne peut pas continuer à accepter qu'elle rabaisse notre souveraineté ».

Nicolas ROQUEJEUFFRE

Pour l'Europe, une affaire interne

Jean-Yves Heurtebise est maître de conférences à l'université catholique Fu-Jen de Taiwan où il enseigne notamment la culture, la langue française ainsi que la philosophie et les relations entre la Chine et la France.

Comment ont évolué les relations entre Taiwan et la Chine continentale depuis l'élection de Tsai Ing-wen ?

Elles se sont dégradées mais n'ont pas été rompues. Quand le DPP (parti démocrate progressiste) est arrivé au pouvoir en 2016, le parti était dans une optique de discussion avec Pékin et il l'est toujours. Mais la Chine a conditionné le retour au dialogue à la reconnaissance par le DPP du consensus de 1992 selon lequel le principe d'une seule Chine peut avoir deux interprétations.

La Chine, en réduisant ses relations avec Taipei, espère faire le jeu de l'opposition, le KMT, plus proche d'elle. Son objectif est de fragiliser le parti au pouvoir avant les élections à mi-mandat et surtout avant la présidentielle de 2020. La population pourrait ainsi reprocher au DPP de ne pas avoir réussi à dialoguer avec la

Chine.

Les Etats-Unis soutiendraient militairement Taiwan en cas d'invasion de l'île par la Chine ?

En cas d'attaque, les Etats-Unis pourraient apporter une aide militaire à Taiwan par la fourniture d'armes, de moyens logistiques. C'est la base du Taiwan Relations Act, signé en 1979 entre les deux pays. Mais cela n'induit pas nécessairement une intervention de l'armée américaine. Celle-ci reste une inconnue. Toutefois, l'absence d'engagement pourrait discréditer les forces américaines.

Au niveau géopolitique, le Japon a aussi intérêt à soutenir Taiwan. Mais sa constitution pacifique limite ses marges de manœuvre. D'où la volonté du Premier ministre Abe de faire évoluer la doctrine militaire du pays.

Et l'Union européenne ?

Quand, en 1971, la République populaire de Chine a remplacé Taiwan au sein de l'ONU, elle a lié cette reconnaissance au principe d'une seule Chine. Alors que les Etats-Unis



Tsai Ing-wen s'est engagée à maintenir le « statu quo » entre Taiwan et la Chine mais le DPP refuse de reconnaître le consensus de 1992.

voulaient rendre possible une double représentation, les pays européens ont accepté le point de vue chinois, sans réelle contrepartie.

L'Union européenne semble plus critique vis-à-vis de la Chine depuis que celle-ci adopte une position expansionniste en mer de Chine du sud en occupant plusieurs îles (archipel des Spratleys, îles de Scarborough).

En quoi la question taïwanaise doit-elle interpeller les Occidentaux ?

Depuis les années 90, nous avons deux trajectoires différentes : Taiwan s'est démocratisée alors que la Chine est toujours dirigée par un pouvoir autoritaire, Xi Jinping ayant douché les espoirs qu'avait fait naître Hu Jintao. L'Europe n'a pas actualisé sa stratégie à la réalité de cette divergence. Elle espérait que la Chine, en s'enrichissant, en adoptant une économie libérale, allait s'ouvrir politiquement. Ce n'est pas vraiment le cas. Aujourd'hui, les chancelleries européennes ont tendance à faire de la question taïwanaise une affaire interne à la Chine alors même que les enjeux en termes de système politique - démocratie ou autocratie - touchent aussi à l'identité européenne. On le voit dans le dialogue difficile avec la Hongrie. L'interdépendance économique avec la Chine est telle qu'une évolution diplomatique semble difficile malgré les valeurs communes avec Taiwan.

Pourquoi y a-t-il une obsession de la Chine à vouloir récupérer Taiwan ?

Malgré la puissance économique et la valeur géostratégique de Taiwan, la question est aussi et surtout idéologique. La Chine veut montrer qu'il y a une « solution chinoise » aux problèmes contemporains. Elle entend démontrer qu'on peut avoir développement économique sans démocratisation : que la démocratie n'est pas une valeur universelle mais une option politique, déterminée culturellement donc valant pour « l'Occident ». Or Taiwan contredit à ce discours en montrant que « culture chinoise » et « démocratie » ne sont pas nécessairement opposées mais peuvent être complémentaires. ■

Propos recueillis par N.R.

23,5 millions de personnes vivent à Taiwan. C'est un pays âgé avec un taux de natalité très faible (1,1 enfant par femme), peu de chômage (3,66 %) et une croissance forte (2,86 % en 2017).

Histoire

► Après une éphémère domination néerlandaise, l'île est récupérée par l'empire chinois. En 1895, elle est cédée au Japon qui vient de battre la Chine.

► En 1945, les Américains chassent les Japonais. Taiwan redevient chinoise.

► En 1949, Mao Zedong proclame la République populaire de Chine et pousse son adversaire, Tchang Kaï-chek, et son armée à se réfugier à Taiwan.

► En 1971, le siège de la Chine à l'ONU, jusqu'alors occupé par Taiwan est attribué à Pékin ce qui contribue à son isolement diplomatique.

► En 1975, Tchang Kaï-chek meurt et son fils, Chiang Ching-kuo, lui succède. Il lève la loi martiale douze ans plus tard et contribue à développer la démocratie.

► En 2000, Chen Shui-bian, leader du DPP, remporte la présidentielle face au candidat du KMT. C'est la première alternance. Il sera réélu en 2004.

► En 2008, le KMT revient au pouvoir avec l'élection de Ma Ying-jeou. Ce dernier doit faire face au mouvement des Tournesols au printemps 2014.